

CONSTRUCTIONS INACHEVÉES

2 ans, au plus, pour les finir

Hamiz et d'autres agglomérations dans la périphérie de la capitale et ailleurs devront troquer le hideux contre des façades convenables dans un délai qui ne saurait dépasser les 24 mois. C'est du moins ce que stipule le projet de loi fixant les règles de mise en conformité des constructions en vue de leur achèvement débattu hier à l'Assemblée nationale populaire. Un dur labeur attend le département de Nourredine Moussa.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Les constructions inachevées, à usage d'habitation ou à destination commerciale, ne devront pas rester en l'état pour l'éternité. Le projet de loi, soumis au débat parlementaire hier, instaure une obligation de finition dans un délai ne dépassant pas les 24 mois pour les constructions à usage d'habitation et 12 mois pour celles à vocation commerciale. Ces finitions, par ailleurs, obéiront à la délivrance d'un permis d'achè-

vement de la construction. Le projet de loi interdit aussi toute exploitation d'un bâti à usage commercial avant finition mais aussi la délivrance d'un certificat de conformité. Par ailleurs, le projet de loi stipule l'annulation d'un permis de construire si la construction n'est pas entamée au plus tard après sa délivrance.

Comme toute loi, celle qui postule à fixer les règles de mise en conformité en vue de leur achèvement préconise des sanc-



Photo: DR

tions à l'encontre des contrevenants. Des agents, une sorte de police de l'urbanisme, seront mis à contribution pour veiller à l'application de cette entreprise qui vise à soigner l'aspect urbanistique des villes et des agglomérations. Les députés ont soulevé la

question des possibilités qui devront être offertes aux citoyens, ceux à faibles revenus surtout, pour se conformer à cette loi. Ainsi un député RND, Guidji Mohamed, a préconisé la mise en place d'un mécanisme de soutien à cette opération, notamment l'oc-

troi de crédits bancaires. Un autre député a mis en exergue la responsabilité des Assemblées populaires communales dans cette situation. Dit autrement, en mieux politiquement s'entend, Lila Hadj-Arab du RCD a mis à l'index l'Etat.

«Ce sont des milliers de constructions à se trouver dans cette situation, où était donc l'Etat», s'est-elle interrogée, concluant à une «faillite de la réflexion des politiques poursuivies jusque-là». Son collègue, Azzouz Atmane s'est interrogé, quant à lui, sur la durée de vigueur de la loi envisagée, laquelle se trouve limitée à seulement 5 années. Il s'est posé la question de savoir si cette durée est suffisante tenant compte des litiges qui entourent de nombreuses constructions. Le député a considéré, en outre, que l'Etat est le premier à violer les lois. Il a voulu citer pour exemple ces responsables locaux qui dotent les bidonvilles de routes, de réseaux d'AEP et d'éclairage.

S. A. I.

Le RCD pose deux questions à Zerhouni

... Emeutes de Chlef

Le RCD ne laisse donc pas passer la déclaration de Ould Kablia à Chlef sans réagir. Le député Mohamed Khendek a, en effet, déposé hier, sur le bureau de l'APN, une question orale au ministre de l'Intérieur, Nouredine Zerhouni.

Khendek, après un large rappel des faits et de la mission effectuée à Chlef par des députés du parti, interroge le ministre de l'Intérieur sur qui a donné l'ordre d'interpeller Yaâkoubi

au sortir du tribunal et à quoi cela obéit-il, sinon à envenimer la situation. Il interpelle aussi le ministre sur des affirmations redondantes, du genre tout émeutier est amateur de psychotropes ou de mauvaises mœurs. Le député interpelle également Zerhouni sur son silence sur la déclaration de Ould Kablia, en l'occurrence «des députés étrangers venus de loin semer le trouble à Chlef», rappelant que le mandat du député est national.

... La fermeture de la RN 24

Au mois de mars dernier, le député Imazatene Achour a déposé sur le bureau de l'APN une question destinée à Zerhouni sur la fermeture de la RN 24, reliant Dellys à Tiggirt en passant par Mizrana. Cette route est fermée à la circulation automobile depuis 2003. Le député ne comprend pas qu'une route demeure encore fermée alors que le discours officiel clame une paix revenue.

S. A. I.

Un CHU pour Béjaïa

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a annoncé avant-hier, à l'APN, la décision de création d'un CHU à Béjaïa. Cette affirmation intervient en réponse à une lettre du chef du groupe parlementaire RCD, Djamel Fardjellah, à Amar Tou en date du 30 avril dernier. Le député, dans sa correspondance, a rappelé au ministre son engagement devant l'APN au moment de la présentation de la loi de finances 2008 et s'est aussi interrogé sur le devenir des 45 postes de maîtres assistants hospitalo-universitaires affectés par le département de l'Enseignement supérieur et qui devront concourir en juin prochain.

S. A. I.

63^e ANNIVERSAIRE DES MASSACRES DU 8 MAI 1945

Quand la France reproduisait les crimes nazis en Algérie

«La France coloniale reproduisait exactement les mêmes crimes et exactions que commettaient les nazis pendant l'occupation allemande et dans les camps de concentration.» Ce témoignage, qui donne froid dans le dos, est celui d'un survivant des massacres du 8 Mai 1945. Sassi Benhamla avait 17 ans.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Avec beaucoup d'émotion, il raconte les actes barbares d'une armée coloniale répressive qui sévissait sans pitié et sans dis-

tinction contre les Algériens. Il est venu apporter son témoignage lors d'une conférence-débat organisée hier au centre de presse du quotidien *El Moudjahid* par l'association Machaâl Ech-chahid, à l'occasion du 63^e anniversaire des massacres du 8 Mai 1945. Sassi Benhamla affirme que durant plusieurs jours, les autorités coloniales avaient décrété un couvre-feu obligeant les Algériens à rester cloîtrés chez eux pendant que «l'armée française s'adonnait aux arrestations sommaires de plusieurs milliers d'Algériens et aux

liquidations physiques». «La nuit, on sentait l'odeur de chair brûlée. C'était celle des centaines d'Algériens qui avaient été massacrés et qui étaient par la suite brûlés dans des fours crématoires alors que d'autres corps sont enterrés dans des fosses communes et saupoudrés de chaux», raconte Sassi Benhamla.

Et pour ceux qui avaient la «chance» d'échapper à cette mort atroce, ils étaient emprisonnés dans des conditions inhumaines. «Nous étions une centaine de personnes dans une cellule

militaire et nous partagions une seule baguette de pain», témoigne, pour sa part, Mahmoud Hakimi. Arrêté à El Eulma durant les massacres du 8 Mai 1945, cet ancien moudjahid rapporte que «11 000 Algériens ont été arrêtés et emprisonnés à la prison civile de Sétif suite à ces manifestations». De son côté, Amar Rekhila, a estimé que les massacres du 8 Mai 1945 n'étaient pas «des actes isolés» mais «faisaient partie d'une politique adoptée par la France coloniale de 1830 à 1962» puisque selon lui

«des centaines d'Algériens ont été emprisonnés suite à ces terribles génocides et n'avaient recouvré leur liberté qu'à la fin de la guerre».

Il soutient que les massacres n'étaient pas limités à Sétif, Guelma et Kherrata mais se sont propagés à Tizi-Ouzou, Sidi-Bel-Abbès et à plusieurs autres régions du pays, portant le nombre de victimes à 45 000 personnes voire 90 000, selon l'Association des ouléma musulmans algériens.

L. M.

DES SYNDICALISTES TIRENT LA SONNETTE D'ALARME

Cinq entreprises de la mécanique menacées de fermeture

S'opposant à la démarche des pouvoirs publics concernant certaines entreprises relevant du secteur de la mécanique, des syndicalistes de la Fédération nationale des travailleurs de la mécanique (UGTA) menacent de recourir à une démonstration de force «si l'idée de la compression du personnel fait partie de la feuille de route des responsables du secteur».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Et pour «éviter l'affrontement, comme dernier moyen pour faire valoir leurs droits», les représentants des travailleurs du secteur ont été reçus hier par le premier responsable de la Centrale syndicale. A l'ordre du jour, «débattre du sujet et interpeller le secré-

taire général de l'UGTA pour peser de tout son poids afin d'éviter le plan mis en place par le département en charge de la gestion des capitaux marchands de l'Etat».

L'interpellation de Sidi-Saïd en sa qualité de secrétaire général de la Centrale syndicale était perçue

comme le «dernier recours» avant de «passer à l'acte». En effet, il est important de noter que le déficit organique qu'accuse la Fédération nationale des travailleurs de la mécanique, électricité et métallurgie, conséquence directe du dernier congrès de la fédération, a «compliqué davantage le problème soulevé par les travailleurs du secteur».

Dépourvus d'une structure dirigeante depuis le congrès tenu en février dernier, les syndicalistes des fédérations se trouvent

aujourd'hui dans l'incapacité de faire face au plan d'assainissement décidé par le département de Temmar et dont la conséquence directe est la compression d'un nombre important de travailleurs. Au total, elles sont

au moins cinq entreprises du secteur de la mécanique implantées à l'est du pays qui risquent de payer les frais de cette décision.

Ceci étant, selon nos sources, lors de la réunion d'hier, le secrétaire général

de l'UGTA a demandé aux syndicalistes concernés de préparer un dossier sur la question et s'est engagé à porter leurs doléances à l'attention des responsables concernés.

A. B.

Précisions du syndicat de Giplait

Je vous prie de bien vouloir insérer dans les mêmes colonnes de votre journal au même endroit et place le présent correctif en relation avec l'article du journaliste Lotfi Merad du 04.05.2008.

En effet, ledit journaliste s'est trompé en affirmant que j'ai dit une unité qui réalise des bénéfices annuels moyens avoi-

nant les 50 milliards de centimes.

En réalité, j'ai déclaré que l'usine de Draâ-Ben-Khedda a été une exception pour l'exercice 2007, où elle a réalisé un bénéfice de 50 milliards de centimes, et ce, par rapport à l'augmentation de la production, suite à l'arrêt d'activité de certaines laiteries privées.